

SNTRS



**CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-INRETS-
INRP**

En bref...

SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : snrscgt@vjf.cnrs.fr - - Site web : <http://sntrscgt.vjf.cnrs.fr>

Numéro 298 du 12 juillet 2012

Non à la rigueur pour la recherche publique

Les lettres de cadrage que le premier ministre a envoyé à l'ensemble des ministres n'excluent pas la recherche publique ni les universités des mesures de rigueur. Pour maintenir la stabilité globale des effectifs de la fonction publique, en dehors de la justice, de la police et de l'éducation nationale qui bénéficieront d'embauches, tous les autres secteurs verront leurs effectifs baisser de 2,5%. Pour les budgets de fonctionnement la baisse sera de 7% en 2013 et de 4% en 2014 et 2015.

Pour le seul CNRS, une baisse des effectifs de 2,5% correspondrait à la suppression de 650 postes de fonctionnaires et de 200 emplois de contractuels. Ces chiffres sont à comparer aux départs en retraite 2012 (760 personnes) auxquels s'ajoutent 170 départs définitifs pour autres raisons. C'est dire que dans une telle hypothèse de rigueur, il n'y aurait quasiment aucune embauche en 2013. Cette hypothèse n'est pas exclue, car certains n'hésitent pas à prêcher pour la baisse de la masse salariale. C'est notamment le cas de Philippe Busquin, président du comité AERES d'évaluation du CNRS dans une interview récente. Cette situation catastrophique serait à coup sûr un signe désastreux pour tous les étudiants qui envisagent de faire une thèse et plus généralement pour tous les laboratoires qui ont des besoins de postes d'ITA et de chercheurs. La situation serait similaire pour les autres EPST et les EPIC en général.

Par ailleurs, une baisse de 7% du budget de fonctionnement, accompagnée d'une baisse annoncée d'autres crédits (ANR, etc.) mettrait en difficultés de nombreux laboratoires qui ont déjà subi des baisses importantes de leurs crédits récurrents, dans un contexte où l'importance des fonds contractuels venus de l'ANR et la précarité liée à ceux-ci met en cause le fonctionnement même des laboratoires. Cette baisse du budget affecterait également le fonctionnement des très grandes infrastructures de recherche, voire l'existence de certaines. De leur côté, de nombreuses universités font état de difficultés financières importantes les amenant à supprimer des enseignements, à geler des investissements et à réduire l'emploi.

Mme Fioraso a annoncé à plusieurs reprises qu'elle était soumise à de lourdes contraintes budgétaires et que son ministère devait assumer des opérations non financées par le précédent gouvernement. Elle espérait par la négociation avec le ministère des finances rejoindre le secteur prioritaire de l'éducation. En ce moment, rien n'est sûr. De nombreux bruits très inquiétants circulent dans les organismes.

Pour la CGT, il faut rompre avec les logiques du quinquennat précédent. Les effectifs de la fonction publique doivent être renforcés pour remplir les missions qu'on lui confie. La hausse du point d'indice qui compense les pertes dues à l'inflation des dernières années est une urgente nécessité.

La politique de rigueur appliquée à l'enseignement supérieur et à la recherche serait un mauvais coup pour l'avenir du pays. En France, l'effort public pour la recherche et la formation n'est déjà pas à la hauteur des enjeux pour sortir le pays de la crise et pour reconquérir l'emploi. Le budget de l'ANR doit être transféré vers la masse salariale et le budget des laboratoires. Il existe aussi 5 milliards de marge de manœuvres au niveau de la plus grosse des niches fiscales : le Crédit Impôt Recherche.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels à se mobiliser pour lutter contre la politique d'austérité.

Villejuif le 12 juillet 2012